



COMBAT OUVRIER

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyiste)

SAMEDI 15 MARS 1980

N° 61

PRIX : Antilles 2F
France 3F

Editorial

LA REALITE COLONIALE UN FAIT TETU !

«Il n'y a pas d'incident raciste en Martinique», déclarait tout de go le Procureur de la République la semaine dernière. Comme d'aussi belles paroles n'ont pas eu l'effet de convaincre tout le monde et qu'il y a même eu quelques incrédules pour continuer à affirmer que de tels incidents avaient bien eu lieu, Monsieur de chef de la justice coloniale réitère ses propos tout en se faisant menaçant : non, il n'y a pas eu d'incidents racistes, et puisqu'on s'obstine à ne pas le croire il «ouvre une information contre X», pour diffusion de fausses informations !

Résumons-nous donc :

— des gardes-mobiles rouent de coups un Martiniquais sur une plage des Trois-Ilets. Les gardes-mobiles sont blancs. Ce n'est pas un incident raciste.

— au collègue Renan, un professeur (blanc) donne un coup de pied à un élève (noir). Ce n'est pas un incident raciste. Pire, à l'appel du SNES, et du SGEN, les professeurs blancs et uniquement eux font la grève pour soutenir leur collègue, suspendu par le Recteur. Cette grève de blancs n'est-elle pas un incident raciste ?

— à la SOCALTRA, le chef d'entreprise et le chef d'atelier, tous deux blancs, convoquent un ouvrier martiniquais, l'accusent faussement de travailler «au noir», tentent de le séquestrer, essaient de le frapper puis décident de le licencier. Cela n'est pas un incident raciste.

— parmi les ouvriers municipaux chargés du nettoyage de la ville, le syndicat CGTM annonce une recrudescence des agressions et cela uniquement de la part de certains Français. Le syndicat affirme et réaffirme, témoignages à l'appui, que des agressions se sont produites. Les travailleurs de ce service vont jusqu'à faire une grève de 48 heures. Il n'y a pas d'incidents racistes, claironne le Procureur.

— pour maintenir un ordre public troublé par ces incidents - qui ne sont pas racistes, Monsieur le Procureur de la République colonialiste française vous le re-répète - le consul Dijoud envoie 220 gardes-mobiles supplémentaires, tous blancs, ou peu s'en faut pour apprendre à vivre et s'il le faut à mourir, aux Martiniquais, noirs à 95%. Ça, ce n'est pas un incident raciste. L'aveuglement du Procureur de la République est vraiment total : il ne peut arriver à distinguer le noir du blanc. Il n'y a pas de blancs ou de noirs à la Martinique, il n'y a que des gens à l'épiderme décoloré, sans individualité bien précise, des ectoplasmes ou des zombies, quoi !

Dénier toute importance, et même toute existence aux sentiments, aux pensées et aux combats des peuples colonisés est une tactique du colonisateur : en Indochine, en Algérie, à Djibouti, il n'y avait pas de peuples luttant pour leur libération, mais des «bandits», des «rebelles», des «assassins».

Ces peuples sont aujourd'hui libérés de la botte du colonialisme français. Les Antillais à qui on veut refuser le droit à l'existence y arriveront à leur tour !

Viviès n'est pas innocent !

Jeudi 6 mars, Raymond Viviès, conseiller général d'extrême droite, était victime d'un attentat, dans la rue Achille René Boineuf, en face de sa permanence. La balle aurait manqué de peu de le tuer et lui aurait effleuré la tête, lui causant une blessure légère. Quelques temps après au cours de la matinée, l'attentat fut revendiqué par le «GLA» groupe de libération armée de la Guadeloupe.

La nouvelle se répandit comme une trainée de poudre dans toute la Guadeloupe. La thèse de la mise en scène montée par Viviès lui-même est aujourd'hui encore largement évoquée ainsi que l'hypothèse d'un règlement de compte personnel.

Cependant, que Viviès ait constitué la première cible d'un nouveau groupe «GLA» dont le sigle est apparu sur les murs de Pointe-à-Pitre depuis quelques jours, cela non plus n'aurait rien d'étonnant. Car Viviès s'est constitué depuis de nombreuses années un bon nombre d'ennemis dans la population de la Guadeloupe et plus particulièrement depuis le mois de septembre où il est apparu comme le responsable du pogrome anti-dominicain au cours duquel de nombreux jeunes Dominicains furent battus, blessés parfois même à mort. Viviès en effet, quelques jours avant ces événements avait déclenché une violente campagne anti-dominicaine, xénophobe et méprisante, et le jour même des événements, il haranguait des groupes de jeunes chômeurs et de nervis guadeloupéens des quartiers pauvres contre les Dominicains. Cela est apparu comme absolument ignoble à beaucoup. De plus, Viviès, derrière l'image d'un politicien don-quistotard, quelque peu farfelu, fort en gueule et haut en couleur, qu'il s'est forgée principalement au cours de nombreuses campagnes électorales est bel et bien un des hommes de main les plus actifs du pouvoir colo-



Septembre 79: la chasse aux Dominicains à Pointe à Pitre préparée par la propagande xénophobe de Viviès.

nial en Guadeloupe. Il ne perd pas une occasion pour salir et attaquer violemment les partis et organisations de gauche et d'extrême gauche, au nom de la départementalisation et de la présence française aux Antilles, empruntant parfois des attitudes et des propos dignes des nostalgiques du fascisme.

Que des gens excédés par cette attitude aient décidé de lui faire rentrer dans la gorge la politique écœurante qu'il mène en Guadeloupe depuis plusieurs années, cela peut donc parfaitement s'expliquer.

Dans le climat actuel des Antilles marqué

par une présence particulièrement arrogante et brutale du pouvoir colonial, par la multiplication des actes de racisme au mépris de toute dignité, par les propos menaçants et méprisants de Dijoud, de plus en plus nombreux sont ceux qui ont du mal à supporter la situation qui leur est faite. Que certains décident de s'en prendre à ceux qu'ils estiment être les responsables ou les petits exécutants (comme Viviès) d'une telle politique, il n'y a vraiment pas de quoi s'en étonner.

P.J.C.

VICTOIRE DES TRAVAILLEURS DE LA SOCALTRA

Les travailleurs de la SOCALTRA, ceux de la Métallurgie en général, ont gagné. Ils ont fait échec à la tentative de sanction contre leur camarade. Ils ont fait reculer la direction raciste de la SOCALTRA !

Rappelons que la direction de la SOCALTRA voulait au départ licencier un travailleur combattif, militant syndical par ailleurs, après une provocation montée de toutes pièces par le chef d'atelier, Rouillon et le directeur de la SOCALTRA, Rein. Ces messieurs après l'avoir accusé faussement de faire du travail «au noir» ont tenté de l'enfermer dans le bureau de la direction, puis de le frapper alors qu'il voulait sortir du bureau. Par la suite, affirmant que l'ouvrier avait frappé Rouillon, ils tentaient de

le licencier. Mais la riposte énergique des travailleurs de la SOCALTRA et des autres entreprises de la Métallurgie devait faire reculer progressivement Rein qui descendait à 8 jours, puis 5 jours, puis 4 jours de mise à pied. C'était mal connaître les travailleurs qui se mettaient en grève générale et exigeaient non seulement la réintégration de leur camarade, mais aussi le départ de Rouillon, le chef raciste.

Le Comité de grève permit une meilleure organisation de la lutte. Le troisième jour de la grève, devant la résistance des racistes de la SOCALTRA, les travailleurs en grève décidèrent de constituer un comité de grève. Sa nécessité se faisait d'autant plus sentir que pratiquement toutes les entreprises de métallur-

gie étaient en grève. Il fallait un organe pour unifier les travailleurs dans la lutte, un organe qui, élu démocratiquement par l'ensemble des grévistes en Assemblée Générale, les représenterait et leur permettrait d'exprimer clairement, sans entraves d'aucune sorte, leur volonté de se battre. C'est le mercredi 5 mars que le comité de grève composé d'une quinzaine de travailleurs, militants syndicaux ou non, fut élu par les grévistes.

A partir de ce moment, toute décision prise était auparavant discutée et décidée démocratiquement par tous. Cela permettait à chacun d'exprimer ce qu'il avait à dire, et de décider en connaissance de cause ce qu'il fallait faire.

Suite page 4

DROGUE : LA PLUS NOCIVE DE TOUTES : LE COLONIALISME

L'extension de la consommation de drogue en Guadeloupe commence à préoccuper les «autorités» coloniales. Une réunion s'est tenue le 5 mars à la Préfecture, de laquelle France-Antilles et la radio se sont faits l'écho, en citant notamment les propos de Madame Lucette Michaux-Chevry, conseiller général socialiste de Saint-Claude, représentant le barreau des avocats.

Certes, la drogue est un fléau contre lequel il

faut lutter. Mais on peut se demander pourquoi les autorités coloniales et la classe politique traditionnelle y attachent une telle importance. Seraient-ils soudain émus par le sort de la jeunesse, cette jeunesse vouée au chômage, à l'exil ? Eux qui pendant des dizaines d'années ont laissé le champ libre (quand ce n'est pas encouragé) à la consommation d'alcool avec ses conséquences funestes, eux qui ont laissé des milliers de personnes vivre dans des

conditions souvent très insalubres, se sentiraient-ils soudain préoccupés par la santé de la population guadeloupéenne et de sa jeunesse ?

La réponse est en partie fournie par un article signé F. Bracy, sous le titre «les fruits verts sont déjà pourris». Les fruits verts en question, ce n'est pas la jeunesse dans sa grande majorité, d'origine ouvrière ou paysanne. Non, ce qui choque Bracy et ceux à qui il prête sa plume, conditions souvent très insalubres, se sentiraient-ils soudain préoccupés par la santé de la population guadeloupéenne et de sa jeunesse ?

Suite page 4

QUAND DIJOU PREPARE L'EXPLOSION

« La Martinique est un département français et restera définitivement un département français. Que cela plaise ou ne plaise pas. Et l'ordre sera maintenu ici comme dans n'importe quel département français. Et si ce gouvernement a fait preuve et fera preuve d'esprit de dialogue, de volonté de réforme... et d'un désir de compréhension et de tolérance de tous, il est des limites qu'il ne faut pas franchir. Et chacun s'en apercevra. »

Par ces paroles menaçantes, le ministre des colonies a sans doute voulu se donner l'allure martiale d'un Jupiter-Tonnant, brandissant la foudre et les éclairs au-dessus de la tête des Martiniquais terrorisés... Mais Dijoud—Jupiter en cravate et complet-veston n'a réussi à apparaître aux yeux de toute la population que comme

un rustre porteur de matraque. Ses propos destinés à intimider et à faire peur ont manqué leur but : ils n'ont fait que lui attirer la colère et la réprobation générales. On ne donne pas impunément, en effet, des gifles dans la figure des colonisés. Et ses paroles ont été ressenties par l'ensemble de la population martiniquaise comme une véritable insulte, une agression caractérisée. Mais l'agression appelle inmanquablement la riposte. Monsieur Dijoud le sait bien, lui qui s'est trouvé récemment face à la colère des fonctionnaires. De même que le savent tous ceux qui, comme Monsieur Dijoud, se croient les maîtres de la colonie : les chefs racistes de la Socialtra face aux ouvriers de la métallurgie en grève, les professeurs donneurs de coups de pied face aux élèves et aux parents révoltés et

furieux, les juges et les procureurs face aux jeunes descendant par centaines dans la rue, les gendarmes agressifs et racistes recevant quelques bastonnades anonymes sur une plage... Tous ont appris à leurs dépens que l'attaque physique ou morale ne reste jamais sans réponse.

Ce ne seront pas de simples communiqués, des protestations verbales, qui seront la réponse des insultés et agressés aux insulteurs et agresseurs à la Dijoud. La véritable réponse, elle est dans la rue, dans la lutte et la bagarre contre tous ceux qui, comme Dijoud, en dépit des leçons de l'histoire croient que les menaces et la répression suffisent à étouffer chez les peuples toute aspiration à la dignité et à la liberté.

TRACT UNITAIRE

Nous publions ci-dessous, le texte intégral d'un tract unitaire appelant à la riposte contre les propos colonialistes de Dijoud à son dernier passage. C'est l'ensemble des organisations syndicales, et partis et organisations de gauche et d'extrême gauche qui se disent prêtes à une riposte massive à la hauteur de l'indignation soulevée dans toute la Martinique après ces propos méprisants du représentant du pouvoir colonialiste.

HALTE A LA PROVOCATION

Les propos insultants et menaçants de M. Paul DIJOU ont provoqué l'indignation de la Martinique tout entière.

L'ordre, selon M. DIJOU, n'est troublé ni par le chômage ni par les licenciements d'Antilles-Plastique, ni par les licenciements dans l'agriculture, ni par les menaces sur le Larenty, ni par l'attaque du pouvoir d'achat et la cherté de la vie, ni par les agressions contre les travailleurs et travailleuses municipaux, ni par les procès de jeunes, de militants, de syndicalistes...

Il est troublé « par les grèves et les manifestations » de ceux qui réclament justice !

Tout le pays se demande : que veut exactement DIJOU et son gouvernement ?

Afin de répondre à cette question, afin d'exprimer l'indignation de tous, afin de lancer une campagne populaire de protestation, les organisations sous-signées appellent les travailleurs, les jeunes, les démocrates, à participer massivement à un MEETING DE PROTESTATION LE JEUDI 13 MARS A 18 H 30 A LA MAISON DES SYNDICATS.

BRISONS DANS L'OEUF TOUTE TENTATIVE D'AVENTURE REPRESSIVE !
RESPECT DES LIBERTES PUBLIQUES ET DE LA DIGNITE MARTINIQUE !
LEVEE DES INCULPATIONS DANS LES AFFAIRES DE FR3 ET DE TRINITE !
RETRAIT DES TROUPES REPRESSIVES !

TOUS AU MEETING JEUDI 13 MARS
à 18h30 MAISON DES SYNDICATS

Syndicat Autonome des Banques, CDMT, CGTM, CGT-FO, CSTM (les deux organisations), SNETP-CGT-Martinique, Comité de Coordination, Parti Communiste Martiniquais, Parti Progressiste Martiniquais, Fédération Socialiste de la Martinique, Groupe Révolution Socialiste, Combat Ouvrier, Fédération Martiniquaise de Parents d'Elèves (FMPE), Union de la Jeunesse Communiste de la Martinique, Union des Femmes Martiniquaises.

UN RAPPEL A L'ORDRE COLONIAL

Derrière les déclarations de Dijoud, derrière les communiqués répétés du Procureur de la République, et ses accusations de diffusion de « fausses nouvelles » à propos des agressions dont ont été victimes des employés de Fort-de-France, derrière les allégations empressées du directeur de la Socialtra cherchant à prouver qu'il n'y a pas eu d'« agression raciste » contre un ouvrier martiniquais dans son entreprise, on devine la peur.

Ministre, préfet, procureur, dénoncent à cors et à cris la violence qui couve dans la société martiniquaise.

Dijoud annonce qu'il est prêt à mâter toute tentative de troubler « l'ordre public ». Jusqu'au Comité Départemental de l'UDF qui proclame : « Ne nous énervons pas » !

Oui, tout le monde la sent, cette violence qui existe à l'état latent dans toutes les couches de la société martiniquaise. Et ces représentants du gouvernement et du pouvoir sont sans doute mieux à même de l'apprécier, eux qui disposent de rapports de gendarmerie, de police, de statistiques et de résultats d'enquêtes effectuées par leurs services officiels et officieux.

Et ils ont beau fanfaronner, ils sont inquiets. Leur inquiétude perce derrière chacun de leurs mots, chacune de leurs déclarations, chacune de leurs démarches.

Ils connaissent parfaitement les causes de cette violence, car c'est eux-mêmes qui en ont déposé les ferments. L'exil forcé, le chômage, les inégalités flagrantes, la misère des campagnes, les provocations racistes, l'exploitation coloniale, sont autant de causes de cette fermentation actuelle de la violence. Cette violence,

c'est eux-mêmes qui l'ont créée, qui l'ont alimentée. Aussi, aujourd'hui, ont-ils toutes les raisons d'être inquiets.

Pour réagir à leur peur, ils tentent l'intimidation. Ils déclarent qu'ils ne céderont pas devant l'agitation sociale. Ils menacent, ils mettent en garde.

Mais ces paroles ne sont pas malgré tout des paroles en l'air. Ils veulent d'abord intimider, oui. Mais ils veulent aussi rappeler qu'ils sont prêts à utiliser la seule solution qu'ils connais-

sent aux problèmes des colonies : la répression. Ils savent parfaitement qu'ils sont incapables de régler les problèmes que leur système a engendrés. Alors, à la colère qu'ils sentent monter, ils opposent par avance la menace des fusils et des balles.

Non, les propos de Dijoud ne sont pas pure maladresse d'un ministre des colonies un peu trop sûr de lui. Elles sont le rappel à l'ordre colonial, pour ceux qui l'auraient un moment oublié.

LES PHRASES HISTORIQUES SUR LES COLONIES DE LA FRANCE

Les paroles de Dijoud affirmant avec force que « La Martinique est un département français et restera définitivement un département français, que cela plaise ou ne plaise pas », ne sont pas sans rappeler celles prononcées à l'époque par d'illustres représentants du gouvernement français concernant le sort de l'Algérie, alors également colonie française. Et ces paroles prennent alors tout leur sel et toute leur saveur !

En effet, en 1958, quatre ans avant l'indépendance de l'Algérie arrachée par la lutte de tout un peuple, De Gaulle ne proclamait-il pas qu'il n'y a en Algérie « que des Français à part entière avec les mêmes droits et les mêmes devoirs » ? Ne déclarait-il pas que « l'évolution nécessaire de l'Algérie doit s'accomplir dans le cadre français » ? Et Mitterrand, qui était ministre de l'intérieur en 1954, ne lançait-il pas sans vergogne à la face des Algériens : « L'Algérie c'est la France et la France ne reconnaî-

tra chez elle d'autre autorité que la sienne. » ?

Oui, le gouvernement français à travers les époques a été prodigue en phrases grandiloquentes et en paroles décisives concernant le lien indéfectible des colonies à la France et de la France à ses colonies. En Indochine, en Afrique, à Djibouti, en Algérie, il a été aussi prodigue en bombes, mitrilles, ratissages et tortures contre ces mêmes colonies. Que ce soit en Indochine, en Afrique, à Djibouti, en Algérie, il n'a jamais lâché ses colonies que contraint et forcé par toute une révolte de la population. Et leur indépendance, les peuples de ces pays ont dû la payer cher. Mais ils l'ont arrachée, et les colonialistes n'ont pas pu les empêcher.

Il en est des phrases de Dijoud concernant la Martinique comme de celles de De Gaulle ou de Mitterrand concernant l'Algérie : elles passeront dans l'histoire comme des fanfaronnades vaines d'un colonialisme attardé et d'avance condamné.

SELON QUE VOUS AYEZ DU PETROLE OU PAS...

Le récent voyage de Giscard au Proche-Orient a été l'occasion de déclarations « fracassantes » sur le « droit universel des peuples à l'autodétermination ». La France, à l'entendre, aurait toujours fondé sa politique sur de tels principes, et lutterait pour qu'ils soient respectés.

Soulignons au passage le « courage politique » de Giscard, qui n'a après tout mis que... 32 ans à se rendre compte qu'il existait un peuple palestinien en lutte pour son droit à l'existence. Cette audace politique est d'autant plus grande que, tant que les principaux ennemis du peuple palestinien, à savoir l'état d'Israël et

l'impérialisme américain, continueront d'exercer leur domination et leur oppression dans la région, les belles paroles ne changeront rien à l'affaire.

Tandis que le chef de file de l'impérialisme français faisait des gammes sur l'autodétermination et le droit des peuples, son commis aux Antilles, le sieur Dijoud, affirmait que la Martinique « restera définitivement un département français. Que cela plaise ou non ».

Ce qui est vrai dans le Golfe Persique ne l'est plus dans la Mer des Antilles... Il est vrai qu'ici nous n'avons pas de pétrole!

UN LECTEUR NOUS ECRIT

Nous publions la lettre d'un élève de LEP en Martinique, que nous avons reçue récemment.

Chers camarades,

Il arrivera un moment que ceux qui soutiennent et défendent toujours le colonialisme français se trouvent pris dans leur propre engrenage et à ce moment là se rebelleront.

Je suis en classe au LEP du — et de jours en jours je vois des métropolitains qui arrivent, et je suis certain que l'Antillais lui aussi est capable même de faire autant que ces envahisseurs. Le gouvernement français ne fait rien pour retenir l'Antillais chez lui, au contraire, il mène une politique d'émigration, et faute de trouver du travail, l'Antillais s'en va, je pense, et comme vous le pensez sans doute, c'est une situation déplorable contre laquelle, nous, Antil-

lais, il faudrait nous unir, unir nos forces pour arriver à un résultat sans oublier les autres problèmes tels que :

- l'exploitation faite sur les petits planteurs de l'île.

- fermeture des usines.

- licenciements abusifs de plus en plus fréquents, etc. . .

Lors de son dernier passage à la Martinique, Mr Dijoud a affirmé et réaffirmé que la Martinique restera à tout jamais française même si le gouvernement serait obligé d'employer les moyens les plus durs en cas de riposte.

Je pense que de tels propos méritent une réponse.

Mr. Dijoud, à mon avis, rêve. De même qu'ils ont laissé l'Afrique aux Africains, il en sera de même pour la Martinique.

C.S.

COMMENT ON PEUT MOURIR ISOLE DANS L'EMIGRATION

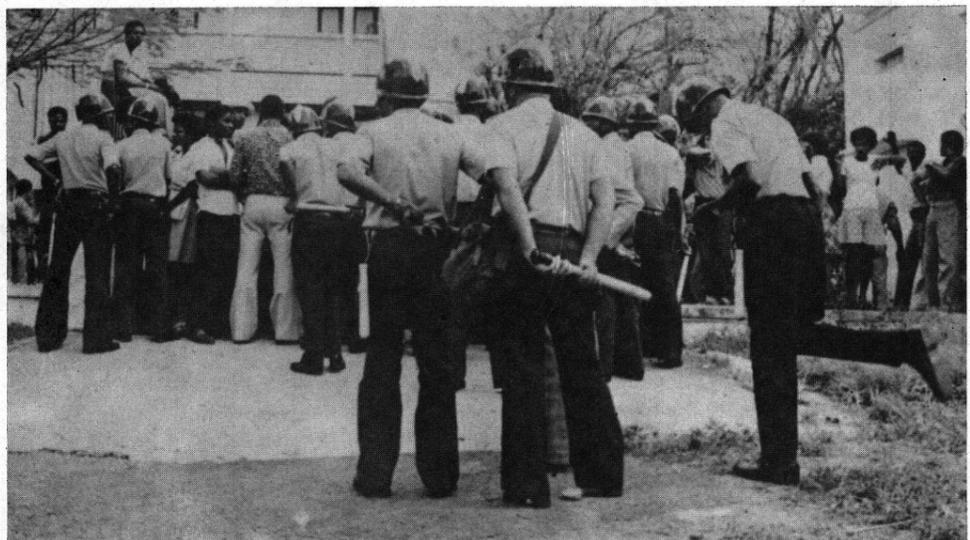


Les travailleurs antillais du service de « dépoussiérage » du centre de tri PLM ont appris avec consternation la mort de l'un de leurs camarades, un Guadeloupéen. Celui-ci a été retrouvé mort dans la cour de son immeuble. La police a conclu qu'il se serait suicidé en se jetant de la fenêtre de sa chambre sous les toits.

Alors à la peine d'avoir perdu un collègue s'ajouté un sentiment de gêne. En effet, au « dépoussiérage » service où presque tous les agents sont antillais, tous affirment que leur camarade n'était pas du tout d'accord avec l'idée du suicide. Cependant personne ne peut dire ce qui a pu se passer. Leur camarade vivait seul, recevait très peu de visites. Finalement, au travail, personne n'était assez proche de lui pour

savoir où il en était. Pourtant tous témoignent de son extrême gentillesse et rappellent qu'ils s'intéressait aux problèmes des Antilles : « il achetait toujours son Combat - Ouvrier ». Mais voilà, le problème c'est que de plus en plus dans l'émigration il semble normal que chacun se débâte seul dans son coin. Il faut un drame comme celui-ci pour nous rappeler qu'il est indispensible de créer entre émigrés une véritable solidarité. Si nous ne sommes pas capables de créer ces liens, nous serons à fortiori incapables de réagir ensemble contre toutes les conséquences inhumaines de l'émigration et finalement du colonialisme. Que la mort de notre camarade nous fasse au moins nous poser cette question.

La violence de l'état colonialiste : les travailleurs devront y répondre coup pour coup



L'attentat commis contre Viviès, la semaine dernière, et revendiqué par le GLA (Groupe de Libération Armée de la Guadeloupe), a entraîné des prises de position rapides des hommes du pouvoir. Du préfet à Bernier, en passant par le journal colonial France-Antilles, ils se sont retrouvés unanimes pour condamner énergiquement l'attentat et tout acte de violence, et beaucoup sont allés de leur petit couplet sur la violence en général.

Un attentat, décidé par un homme ou même par un groupe d'hommes aigris et révoltés devant le pourrissement de la situation en Guadeloupe, cela ne surprend pas. L'étonnant, c'est même qu'il n'y en ait pas plus et plus souvent.

Mais pour les révolutionnaires socialistes, le terrorisme individuel, en dehors de tout mouvement de masse ne fait pas partie des méthodes de lutte. La lutte pour la libération des op-

primés et le choix des méthodes pour se débarrasser des exploiters passe nécessairement par leur prise de conscience.

Nous, révolutionnaires marxistes, nous ne condamnons pas la violence en général dans cette société. Le problème n'est pas de la condamner ou non, mais de lutter contre le système qui la secrète et qui fait qu'une minorité l'exerce contre la majorité. La violence, elle existe. Elle existe du fait de la société des exploiters capitalistes. En Guadeloupe, en Martinique, elle est exercée quotidiennement contre des milliers de gens. C'est celle de l'oppression coloniale ; celle exercée chaque jour contre des familles qui se voient déchirées, écartelées par l'exil forcé. C'est celle provoquée par le chômage que connaît près de la moitié de la population active et qui laisse de nombreuses familles des villes et des campagnes plongées

dans la misère.

La violence c'est encore celle qu'exercent quelques hauts fonctionnaires blancs venus de 7000 kms et qui occupent tous les postes de direction, décident de tout, alors que la population est réduite à subir ces décisions. C'est le racisme.

Toute cette violence, elle est ressentie d'une manière pénétrante, déchirante le plus souvent, par des masses de plus en plus larges. Elle est exercée non pas par un individu ou quelques uns aigris et révoltés mais par toute une machine étatique, au service des exploiters, par leur police, leur justice, et leur armée dans certains cas.

Eh bien, face à cette violence des possédants et du pouvoir colonial, les travailleurs, les masses pauvres doivent opposer leur propre violence.

Celle qui consiste à occuper les usines ou entreprises qui sont menacées de fermeture, se servir sur le capital entassé par les patrons sur la sueur des travailleurs, occuper les terres accaparées par les grosses sociétés et revendues par elles pour spéculer, refuser les bas salaires, imposer la répartition du travail entre tous. Oui, se battre sur de telles revendications est actuellement une nécessité. Cela exige la lutte et aussi une organisation plus combative des travailleurs.

C'est cette violence là, celle des travailleurs et des masses pauvres en colère qui pourrait non seulement ébranler le pouvoir mais aussi garantir qu'au cours de la lutte, les travailleurs conscients dirigent pas à pas leurs actions pour chasser complètement les exploiters et diriger par la suite leurs affaires.

Marianne TIBUS

EMIGRATION NOUVELLE AGRESSION LES RACISTES PARADENT

Jeudi 6 mars à midi, dix individus masqués, armés de manches de pioches et de grenades lacrymogènes ont attaqué les élèves du Lycée polyvalent de Chelles en Seine et Marne, s'en prenant uniquement aux jeunes Nord-Africains.

Cette agression a surpris les lycéens car il n'y a, paraît-il, jamais eu d'altercation raciste dans ce lycée.

Cette agression est l'œuvre des racistes, des nostalgiques d'Hitler. D'ailleurs, les élèves du lycée eux-mêmes rapprochent cette agression de l'apparition de l'emblème d'un groupe d'extrême droite sur les murs du lycée.

En France où le racisme est latent, entretenu par le gouvernement lui-même et légalisé par des lois avec des noms ronflants, il n'est pas étonnant que des individus, des groupes se sentent autorisés à s'attaquer aux immigrés.

Et, il y a fort à parier que la police ne trouvera pas les auteurs de cette agression, vu qu'en son sein même, les racistes sont couverts, voire justifiés.

CINEMA GUADELOUPE WEST INDIES

Depuis mercredi 12 passe sur les écrans de Pointe-à-Pitre le film du cinéaste africain Med Hondo, intitulé « West Indies, les nègres marrons de la Liberté ». Ce film tiré d'une pièce de théâtre du Martiniquais Daniel Boukman, évoque l'histoire des Antilles, de l'esclavage jusqu'à nos jours.

Le cinéaste mauritanien, présent en Guadeloupe, devait d'ailleurs présenter son film au Centre des Arts. A voir absolument.

ECHOS DES ENTREPRISES

POINTE - A - PITRE

NOUVELLES-GALERIES : JUANDON PROPOSE 1%, UNE FARCE OU UNE INSULTE ?

1% voilà le cadeau de choc qu'envisagerait de nous donner le directeur Juandon.

Cette augmentation serait valable pour toute l'année et seulement pour ceux d'entre nous qui touchent moins de 2.500 Frs. . .

Faux-bruit ou plaisanterie de mauvais goût ? Nous préférons encore le croire. Si ce n'est pas le cas, il faut dire que Juandon nous envoie une insulte en pleine figure. Et une insulte est généralement suivie d'une riposte non moins cinglante.

Alors si ce n'est pas une blague, que Juandon ravale vite sa proposition et envisage plus sérieusement de nous donner notre dû pour cette année 1980.

SOFROI : RIMBAUD, LE DIRECTEUR GRIPPE-SOU, LACHE UNE AUGMENTATION DE 10,31 %

Après plus de 2 mois d'hésitation et de ronds de jambe, Rimbaud a fini par lâcher 13 % d'augmentation pour l'année, ou plus exactement 10,31 % par rapport à notre dernier salaire.

13 %, ce n'est pourtant pas la lune, alors que les prix grimpent à des vitesses . . . astronomiques. Cela rattrape tout juste la hausse des prix officielle. Rimbaud savait donc très bien que bon gré ou mal gré, il devrait se résoudre à nous accorder au moins cela.

Malgré tout, pendant plus de 2 mois, il s'est accroché désespérément, essayant de jouer avec nos délégués, pour ne pas lâcher le morceau . . .

SOFROI : A LA NOUVELLE ENTREE, RIMBAUD NOUS FAIT SUER. . .

La température continue à monter à la nouvelle entrée de la Sofroi. Rappelons qu'en février, à l'ouverture de cette nouvelle installation, nous avons dû retirer nos chemises en signe de protestation. Rimbaud avait alors promis de remédier à cela.

Mais depuis lors, rien n'a été fait. Le carême ne fait que commencer et déjà la situation est de moins en moins supportable.

C'est d'autant plus inadmissible que le problème pourrait être résolu en quelques jours si Rimbaud acceptait de prendre un petit peu sur ses profits pour financer les travaux nécessaires.

Puisqu'il préfère nous laisser mijoter à petit feu, qu'il ne s'étonne pas si le travail s'en ressent, si notre rythme ralentit ou si quelques erreurs sont commises à la caisse ou au contrôle. Et si vraiment nous ne tenons plus, qu'il s'attende à ce qu'un de ces jours nous quittions tous ensemble cette fournaise pour venir prendre un peu le frais dans ses bureaux climatisés. . .

PRISUNIC VILLE : DES MUTATIONS EN PERSPECTIVE.

Après avoir fait savoir que la nouvelle organisation entraînerait une diminution d'emplois, la direction a fini par nous faire savoir son plan.

Manifestement, French a préféré ne pas affronter notre colère. Il n'y aura donc pas de licenciements, mais des mutations dans les autres magasins des Ets Reynoird, à Prisunic-Rai-zet et à Escale-Gosier. Les mutations ont été faites en tenant compte du lieu d'habitation des employés. Reste à voir dans l'application au début du mois d'avril.

Certaines d'entre nous ont poussé un OUF de soulagement. Pourtant, nous reclasser sans perte des avantages acquis, c'est bien le minimum que la direction pouvait faire. Car depuis plus de 10 ans pour la plupart, c'est nous qui suons le profit à Prisunic.

Alors nous n'avons ni à dire merci et encore moins de reconnaissance à avoir envers ces patrons si dans « leurs arrangements » entre magasins Reynoird, ils ont maintenu nos emplois

FORT - DE - FRANCE HOPITAL CIVIL : UNE AFFAIRE DE POUBELLE !

Près de l'atelier de Civil se trouve une grande poubelle qui recueille toutes les ordures de l'établissement.

Ce dépôt d'ordure dégage des odeurs nausé-

bondes, insoutenables, pour les travailleurs de l'atelier qui s'étaient déjà mis en grève à ce sujet, il y a 2 ans.

La direction veut réaménager le sous-sol de l'atelier, qu'elle commence d'abord par enlever cette source d'odeurs vraiment insoutenables.

Si cette poubelle se trouvait à côté des bureaux des directeurs, il y a belle lurette qu'elle aurait déjà été déplacée.

Faudra-t-il que les agents de l'atelier la transportent devant les bureaux des directeurs pour régler leurs problèmes ?

CENTRE HOSPITALIER DE F-DE-F QUE DE TITRES RONFLANTS !

Directeur Général, Directeur chargé du personnel, Directeur des Affaires Economiques. Maintenant nous avons droit à un Directeur Financier.

Malgré tous ces directeurs, le fonctionnement du CHFF ne se porte pas mieux. Il manque de sucre, des médicaments, le personnel n'est pas payé à temps, les médecins doivent se faire prier pour visiter le soir les malades qui le demandent, les salles ne sont pas désinfectées. . .

Question :

A quoi servent tous ces directeurs ?

HOPITAL CLARAC DIRECTE PATI EPI BOMBE SIRO A. . . (air connu)

Les malades de Clarac ont été privés de café mercredi, simplement parce qu'il n'y avait pas de sucre.

C'est certainement le moyen qu'a choisi la direction pour se sucrer sur le dos des malades.

E.D.F. MARTINIQUE LA SOLUTION PAR LE VIDE . . .

L'astreinte qui se prend avec 5 équipes de deux agents, (un agent de maîtrise et un agent d'exécution) se prend maintenant avec 4 équipes.

Pourquoi cela ? Parce que dans l'une des équipes un agent qui a changé de poste ne prend plus l'astreinte. La direction a décidé de ramener le nombre des équipes à 4 au lieu de réorganiser l'équipe réduite.

Comme quoi les solutions de la direction sont expéditives. Pour un agent de moins, on suppri-

me une équipe !

N.B. : « L'astreinte » : est le temps pendant lequel le travailleur peut être appelé pour des travaux en dehors de ses heures de travail normales.

SECURITE SOCIALE

C A F : LE COURAGE DE NOS DIRECTEURS N'EST PLUS CE QU'IL ETAIT.

Depuis juillet 1979, certaines prestations familiales n'ont pu être servies aux allocataires, entre autres l'allocation logement, l'allocation parent isolé, l'allocation aux adultes handicapés, de même que l'allocation d'orphelin.

Devant la colère des bénéficiaires, la direction de la CAF oppose une seule raison : la grève d'octobre.

Il faut tout de même signaler que nos courageux directeurs se gardent bien de s'attaquer aux intérêts des ouvriers du bâtiment ou des dockers qui avaient su manifester leur colère, mais bien aux isolés, aux handicapés ou aux orphelins.

Ainsi fidèle à elle-même, la direction de la CAF se rappelle sans doute sa triste mésaventure, où elle se réfugia comme un seul homme sous la table du conseil d'administration pressé par les dockers en colère. . .

Depuis, elle a résolument décidé de s'attaquer aux faibles !

ASSURANCES - VIEILLESSE : LE DANGER VIENT D'EN HAUT !

Il n'est plus possible aujourd'hui aux agents du groupe « report » de travailler sans penser que bientôt, leurs collègues de l'étage leur tomberont dessus. Car le plancher de l'étage ne peut plus tenir, vu son stade de pourriture.

A longueur de journée, quand ce n'est pas le bruit de pas et la poussière dans les planches qui nous salit, c'est de l'eau que nous recevons sur la tête (pour nous laver peut-être. . .).

Faudra-t-il attendre l'accident pour trouver une solution, car depuis un bon moment déjà, la direction a été mise au courant du danger qui menace.

Et dire que le service Prévention des A.T. se trouve à deux étages au dessous . . . !

VICTOIRE DES TRAVAILLEURS DE LA SOCALTRA

C'est pourquoi de l'avis général, non seulement la lutte fut déterminée, mais encore les inter-venants étaient bien plus nombreux que lors des précédents mouvements. Le comité de grève souda profondément les travailleurs entre eux, leur permit, par la discussion franche et fraternelle, de mieux se connaître et de s'apprécier mutuellement. Un simple fait le prouve : les bureaux qui traditionnellement ne font pas grève participèrent eux aussi au mouvement jusqu'au dernier jour.

LES ACTIONS ENTREPRISES

Dès après l'élection du Comité de grève, il fallut repasser sur les chantiers et appeler les rares travailleurs non grévistes pour les appeler à la solidarité. C'est ainsi que le jeudi, une délégation alla voir les ouvriers de De Jaham pour leur expliquer les motifs de la grève. Ils se heurtèrent à ce descendant d'esclavagiste qui se croyait revenu à 150 ans en arrière : De Jaham intima l'ordre à «ses» ouvriers de rester au travail et il se précipita pour téléphoner aux gendarmes. Il n'avait pas encore empoigné le téléphone que tout le personnel était en grève. Il fallut voir le personnage demander au chef d'équipe de ranger les outils avant de partir en grève. De toute façon, son arrogance ne lui a servi à rien car le personnel a continué la grève pour exiger la reclassification du personnel ainsi que la prime de transport et une nouvelle grille de salaire.

Les travailleurs ont organisé aussi plusieurs manifestations de rues, le mercredi à Fort-de-France, et le jeudi au Lamentin. A chacune de ces manifestations, il y eut plus d'une soixantaine de manifestants.

Le vendredi matin, pendant près de 2 heures, une délégation d'une trentaine de grévistes alla boucher l'entrée de la zone industrielle. Ce faisant, ils retardaient la prise du travail des entreprises de la zone industrielle et popularisaient leur mouvement auprès des autres travailleurs. 5 minutes après la levée du barrage, plus d'une centaine de gardes-mobiles armés jusqu'aux dents apparaissaient. Il était trop tard !

Le samedi matin, un groupe de grévistes participa aux côtés des municipaux à la manifestation contre les agressions racistes. Il y eut un peu plus de 250 participants à cette manifestation, ce qui a été considéré comme un succès.



Pendant toute la fin de la semaine, plusieurs tracts furent édités, dénonçant notamment les racistes et le moyen de les reconnaître.

Cependant, il y avait encore un brin d'insatisfaction dans la bouche de beaucoup, d'autant que le salaire n'avait pas été versé, alors qu'il devait l'être le 5 !

L'ATTITUDE DES POLICIERS

Ceux-ci se montrèrent particulièrement rémuants. Nous avons vu comment De Jaham avait fait appel à eux le jeudi matin, sans succès. Mais ce n'est pas seulement là qu'on entendit parler d'eux.

Ainsi, ce sont les Renseignements Généraux qui vinrent délivrer Rein et Rouillon le lundi 3 dans l'après-midi. Le mercredi matin, les gendarmes vinrent à la SOCALTRA charger des pièces pour Rein, qui a trouvé là une main d'œuvre gratuite. Le vendredi, ils étaient encore en masse sur le pont de la Zone. L'appui des flics n'a donc jamais fait défaut aux patrons. Mais ils furent bien impuissants à intimider les travailleurs et à leur faire reprendre le travail.

DE FORTS MAUVAIS CONSEILLERS

Quelques ouvriers sont allés le vendredi in-

former Lamou, le secrétaire général de la CGTM de leur grève. Celui-ci après un coup de téléphone à l'Inspection du travail leur apprit qu'aucune lettre de sanction n'était arrivée chez l'inspecteur du travail, et donc qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter. Plus tard, le vendredi soir, lorsqu'une délégation de grévistes alla voir le bureau de la CGTM, on leur répondit qu'il n'y avait pas de lettre de sanction donc que cela n'était pas grave. On leur dit même qu'il ne fallait pas faire grève pour rien. C'était là une belle manière d'encourager les grévistes, de leur dire que leur lutte était inutile! Ces messieurs du bureau de la CGTM faisaient comme s'ils ne savaient pas que c'était seulement la riposte déterminée des travailleurs qui avait empêché le patron de notifier sa décision à l'Inspection du Travail.

LES TRAVAILLEURS EN COLERE FONT PLIER REIN ET ROUILLON

Le lundi 10, c'est un vent de colère qui souffle à la SOCALTRA. En entrant dans la cour, qui voit-on ? Rouillon, en train de rigoler avec son compère Rein, alors qu'il s'était abstenu de venir dans l'entreprise depuis

SUITE DE LA PAGE 1

une semaine. De plus, le patron n'avait même pas payé! aux ouvriers le salaire correspondant aux jours de travail d'avant la grève. Aussitôt : à l'Assemblée Générale! Décision prise : une vingtaine de travailleurs va voir Rouillon. Il plie bagages, prend ses cliques et ses claques et s'enfuit ! On a dégonflé la terreur.

Deuxième étape : on va voir Rein. Il ne veut pas céder ? Les murs du petit bureau tremblent, résonnant avec les éclats de voix des travailleurs en colère. Rein, lui si arrogant et si sûr de lui d'habitude se fait tout petit, les bras lui tombent, il se met à pleurnicher : il ne peut prendre aucune décision. Il faut téléphoner à Paris. Les ouvriers iront téléphoner eux-mêmes leur demande. La réponse arrive : on refuse le départ de Rouillon, la paie sera effectuée immédiatement. Enfin, le principal : il n'y aura pas trace de la sanction de mise à pied dans le dossier. C'est un recul de la direction. Cependant, avant d'aller toucher leur paie, une majorité d'ouvriers font remarquer qu'ils ne veulent pas du terme même «mise à pied». Ils veulent qu'on notifie qu'ils étaient en grève et non en mise à pied. Un nouveau téléx est renvoyé à Paris.

Le mardi 11, après l'Assemblée Générale, on va de nouveau voir Rein. Le directeur, plus humble maintenant déclare qu'il n'y a rien eu pendant 10 jours à la SOCALTRA : pas d'incident, pas de mise à pied, pas de grève. Il y a simplement eu une parenthèse entre le vendredi 29 février, 14 heures et le mardi 11 mars au matin. . .

Devant cette réponse, nouvelle réunion des grévistes : la victoire n'est pas totale, car on ne s'est pas débarrassé du provocateur Rouillon, mais c'est un succès, d'autant plus net que personne n'a vraiment envie de reprendre le travail. La reprise est décidée pour le mercredi matin, compte tenu du fait que les autres entreprises ont déjà repris. C'est le dernier coup pour le directeur qui pensait que l'on aurait repris dès le mardi 10 heures !

La grève s'achève sur cette image : sous les ordres de Rein, les chefs de la SOCALTRA effectuent avec de l'essence les graffitis accusant Rouillon d'être un raciste. . .

Jacques BRUEL

DROGUE: LA PLUS NOCIVE DE TOUTES: LE COLONIALISME

SUITE DE LA PAGE 1

c'est «l'effroyable surprise que nous a apportée 1979, (à savoir que) parmi les jeunes délinquants arrêtés par les policiers et les gendarmes, le nombre des fils de familles est sans cesse croissant». Jusqu'à présent, dit-il, «leur classe, la classe des jeunes bourgeois, n'était pas gangrenée».

C'est bien de la santé de cette même classe, celle des privilégiés, d'origine bourgeoise ou petite-bourgeoise, que se préoccupe Michaux-Chevry: Parlant du jeune drogué, elle affirme : «je reste persuadée qu'il se plaint dans cette société». Pour elle, pas de problème financier : «il est constant que tous les jeunes ont de l'argent de poche (...) il n'est pas pensable que les parents ne donnent pas un peu d'argent de poche aux jeunes». Ce jeune, selon elle, se droguerait à cause «d'un échec scolaire ou problème de famille». C'est dire à quel public elle s'adresse, c'est dire les véritables raisons de «l'émotion» des milieux privilégiés et de l'autorité coloniale : ce ne sont plus seulement «les autres» qui sont touchés, les malheureux, ceux que l'on traite si aisément de «voyou» ou de «vermine», et dont on expose sans hésitation la photo en première page du quotidien local, à la moindre faute. Ce sont «nos fils» et «nos

filles», les rejetés de nos «respectables» familles, ceux dont on préfère taire les noms en les remplaçant par des initiales.

Face à ce fléau, qui n'en est pas moins réel, Michaux-Chevry propose des solutions «radicales». Selon elle, aucun doute, la source du mal, c'est «l'étranger». Et principalement le Dominicain. Alors, pour elle, la solution est facile : il faut expulser tous les étrangers «surpris ou compromis dans une affaire de drogue». Sus à l'étranger donc, et pour ce faire elle retrouve des accents qui ne sont pas sans rappeler ceux d'un certain Vivien, en septembre 79 : «nous aurons ici des règlements de comptes».

Pour empêcher l'entrée de ces étrangers, Michaux-Chevry préconise une surveillance des côtes. Nous avons, dit-elle, «des gendarmes, des CRS, des policiers (qui) connaissent la Guadeloupe aussi bien que les Guadeloupéens». Elle propose un contrôle des personnes débarquant des Saintes ou de Marie-Galante, précisant qu'elle ne serait pas «choquée» de subir un tel contrôle. Bref, pour empêcher l'entrée de quelques Dominicains, transformer la Guadeloupe en véritable camp retranché, sous le contrôle des forces de répression coloniale.

On comprend que Madame Michaux-Chevry,

qui peut voyager aisément en avion, à l'occasion dans celui de la Préfecture, ne soit pas «choquée» par un éventuel contrôle de ses déplacements. Mais en sera-t-il de même des Saintois et des Marie-Galantais, pour qui les nécessaires déplacements en Guadeloupe constituent déjà un problème ? Qu'en sera-t-il des pêcheurs, si à chaque fois qu'ils prennent la mer ou en reviennent ils sont sujets à un contrôle ? La «lutte contre la drogue» sera un excellent prétexte pour le colonialisme, pour exercer son arbitraire, non à l'égard des Dominicains, mais de la population guadeloupéenne elle-même.

Mais de telles mesures ne sauraient en aucun cas éliminer le problème de la drogue elle-même, car si des jeunes s'adonnent à la drogue, et notamment dans les milieux de jeunes chômeurs, ce n'est pas, comme le prétendent les uns et les autres, dû aux seuls trafiquants dominicains, qui ne sont d'ailleurs, Chevry le reconnaît elle-même, que des «hommes de paille», et non des «gros bonnets».

Non, ce qui pousse les jeunes à se droguer, c'est un mal autrement profond. Ce mal-là, c'est le colonialisme, avec son cortège de misère, de chômage, d'horizon bouché, d'émigra-

tion forcée, d'exploitation, de racisme. Comment dans une telle société, les jeunes y compris ceux venant d'un milieu aisé, ne se sentiraient-ils pas mal à l'aise, ne chercheraient-ils pas à fuir, ne serait-ce que momentanément, en se réfugiant dans l'oubli et l'ivresse procurés par la drogue ? «Nous devons nous adapter à cette société», voilà le seul remède que la «socialiste» Michaux-Chevry propose aux jeunes. Et de les protéger des «étrangers» dominicains par ces véritables étrangers, ces parasites casqués et armés que sont les CRS et les gendarmes, et dont le rôle consiste à maintenir en place cette société pourrie.

La première des drogues à éliminer, celle qui entraîne l'emploi de toutes les autres, pour oublier, c'est le colonialisme et la société capitaliste, «drogue dure» pour les exploités et les opprimés.

Et la jeunesse doit être au premier rang de ce combat contre le capitalisme et le colonialisme, combat qui seul lui permettra de se créer l'avenir auquel elle a droit.

Max RODON

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728

GISCARD ET L'AUTODETERMINATION DU PEUPLE PALESTINIEN

Giscard serait-il devenu l'homme du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ? et l'ardent défenseur de la cause des Palestiniens et des opprimés ? non bien sûr ! En affirmant lors de son voyage dans les pays du golfe persique le droit à l'autodétermination des Palestiniens et les grands principes universels de la sécurité et de la liberté, il n'a fait que sacrifier à de pures exigences économiques pour le compte de la bourgeoisie française et s'assurer les importations de pétrole.

En effet, le chef de l'impérialisme français lors de voyages de ce type permet à un certain nombre d'industriels et de grosses sociétés de remplir leurs bons de commande et de signer

des accords alléchants avec les différents états.

L'achat de matériel français, la mise en place d'équipements lourds dont ces pays ont besoin, permet aux capitalistes français de reprendre un second souffle en écoulant leurs produits.

Quant à l'industrie d'armement, voilà de nombreuses années qu'elle vit à l'heure de la «politique arabe du gouvernement français», car des accords particulièrement importants existent entre ces industries et les différents pays arabes pour permettre de s'approvisionner en engins de mort : canons, chars, avions de guerre et autres: Cela vaut bien la peine de se brouiller quelque peu avec le gouvernement

israélien. C'est au plus offrant, les capitalistes français y gagnent.

Une petite phrase placée au bon moment par leur président et voilà les coffres qui se remplissent plus facilement.

Ce ne sont donc ni les grands sentiments, ni les sentiments humanitaires qui étouffent Giscard et le gouvernement français à propos du problème palestinien. Le peuple palestinien lui, qui depuis plus de trente ans lutte, les armes à la main pour sa liberté sait qu'en dépit des déclarations des hommes d'état impérialistes même favorables il ne gagnera son indépendance qu'en poursuivant la lutte armée.

P.J.C.